

**ASSEMBLÉE NATIONALE**

15 novembre 2018

---

LOI DE PROGRAMMATION 2019-2022 ET DE RÉFORME POUR LA JUSTICE - (N° 1396)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

**AMENDEMENT**

N ° 631

présenté par

M. Masson, M. Brun, Mme Kuster, Mme Levy, M. Savignat, M. Schellenberger, M. Straumann,  
M. Vatin, M. Viry et Mme Trastour-Isnart

-----

**ARTICLE 7**

À l'alinéa 5, supprimer les mots :

« d'enfant mineur sous tutelle ou ».

**EXPOSÉ SOMMAIRE**

Cet amendement s'oppose à la suppression de l'intervention du juge car elle permet de vérifier que la modification est bien conforme à l'intérêt de la famille, prise sans sa globalité, et pas seulement à l'intérêt des époux.

Il est également délicat, comme le propose l'article 7, de confier au notaire, qui ne sera pas parvenu à convaincre les époux de renoncer à la modification envisagée au nom de l'intérêt de leurs enfants, le soin de saisir le juge. Cela le placerait dans une position délicate vis-à-vis de ses clients.